

de 900 millions de dollars. «On ne peut donc pas dire qu'on juggle les dépenses», avait-il dit, «car si l'on voulait les juguler, si l'on voulait vraiment combattre l'inflation par des mesures fiscales, les impôts serviraient à vaincre l'inflation et non pas, simplement, à acquitter les factures que reçoit le gouvernement.» Sept mois plus tard, en octobre, il nous disait que les dépenses prévues en mars étaient insuffisantes. D'après lui, «le gouvernement doit fournir des stimulants beaucoup plus puissants».

Pendant plusieurs mois, le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) a bien dit que le gouvernement devait faire quelque chose, mais il n'a fait aucune proposition concrète jusqu'à quelques semaines avant le budget de décembre. C'est alors qu'il a décidé que tous nos problèmes seraient résolus si l'on réduisait les impôts de façon draconienne, et si le gouvernement fédéral augmentait ses dépenses, mais là ses propositions sont restées vagues et mal définies. Le chef de l'opposition fait une tournée du pays, proposant des réductions massives d'impôts qui coûteraient aux gouvernements du pays des milliards de dollars. Puisqu'il a traité mes calculs à la légère, laissez-moi vous donner le détail de ces réductions. La suppression de la surtaxe coûterait \$240 millions de dollars; celle de la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, 360 millions; et une réduction de 6 p. 100 de l'impôt sur le revenu représenterait une perte de revenu pour le fédéral et le provincial de 445 millions, ce qui donne au total 1,045 millions de dollars. C'est donc dire que les gouvernements provinciaux y perdraient, car la réduction de l'impôt fédéral sur le revenu diminue aussi le revenu des provinces dont le chef de l'opposition dit qu'elles n'ont déjà pas assez d'argent. J'espère qu'il visitera le premier ministre conservateur de l'Ontario et le premier ministre conservateur du Nouveau-Brunswick pour voir ce qu'ils pensent de son idée.

Il y a aussi le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees), l'un des doyens de l'infortuné gouvernement conservateur. Il réclame une réduction considérable mais imprécise des impôts des entreprises. J'aurais aimé que son chef précise au cours du débat si la réduction des impôts des sociétés est une politique officielle du parti. Si les conservateurs parlent d'une diminution des impôts des sociétés comparable à la réduction de 6 p. 100 des impôts des particuliers qu'ils proposent, le gouvernement perdrait 118 autres millions de dollars.

Je regrette que le chef de l'opposition n'ait pu rester à la Chambre pour la fin du débat que son propre parti a demandé.

M. Baldwin: Il est allé rencontrer d'autres chômeurs.

• (3.40 p.m.)

L'hon. M. Benson: C'est une preuve de son peu de considération pour la Chambre des communes.

M. Baldwin: Il sera là pour voter, ce soir.

L'hon. M. Benson: Il va faire comme tant d'autres conservateurs, qui ne se présentent qu'au moment du vote. J'avais quelques suggestions à lui faire avant qu'il visite le centre du Canada et les provinces atlantiques.

Ainsi, il pourrait dire aux interlocuteurs des tribunes téléphoniques ce qu'il ferait après avoir réduit les impôts. Ce milliard de dollars, il faut le trouver quelque part.

[L'hon. M. Benson.]

Peut-être amputerait-il des programmes du gouvernement, comme l'assurance-chômage ou l'assistance sociale, ou peut-être les garderait-il dans leur état actuel, quitte à augmenter le déficit et à emprunter pour le combler. Il pourrait peut-être nous dire comment il y arriverait sans faire monter les taux d'intérêt, à une époque où nous cherchons à assurer des logements dans les régions où ils font défaut et où le chômage est à son plus haut niveau.

S'il propose de laisser les programmes tels qu'ils sont et d'accroître le déficit, il devrait dire aux Canadiens ce qui en résultera. Déjà, avec les programmes actuels, nous prévoyons un déficit d'environ 600 millions de dollars pour la prochaine année financière. Aussi, si le chef de l'opposition officielle prenait les choses en mains, les Canadiens pourraient s'attendre à un déficit d'au moins un milliard et demi de dollars, et sans que les dépenses dépassent d'un cent le chiffre de nos prévisions. J'espère que l'honorable représentant expliquera aux Canadiens les conséquences d'un déficit budgétaire qui serait le double du déficit maximum enregistré au Canada en temps de paix.

Le chef de l'opposition voudra peut-être dire aussi, au cours de ses voyages, qui bénéficierait directement des réductions d'impôts qu'il préconise. Les dégrèvements fiscaux serviraient de stimulants; je n'ai jamais dit le contraire. Je n'ai jamais dit non plus qu'ils seraient par trop inflationnistes à l'heure actuelle. Il en va de même des dépenses du gouvernement; lorsqu'elles visent à aider des industries ou des régions qui en ont besoin, elles donnent des résultats plus rapides et plus directs. Mais qui profiterait directement d'une réduction d'impôt? Ce sont généralement les gens et les régions aux revenus les plus élevés. Ce ne sont pas les chômeurs car leurs revenus sont trop faibles. Évidemment, si les programmes du gouvernement étaient réduits pour compenser les réductions d'impôt, ce sont les plus nécessiteux qui en souffriraient le plus.

Il semble que l'opposition ait adopté la théorie des répercussions, théorie selon laquelle si on laisse assez d'argent aux mains des riches il parviendra finalement aux gens qui en ont vraiment besoin. Bien qu'il ne soit pas surprenant que cette position ait été adoptée par le parti conservateur, il est étonnant que des députés du NPD s'empressent d'adopter le même point de vue pour la première fois et seulement après que j'aie présenté mon budget de décembre. Ils demandent des réductions d'impôt de 10 à 15 p. 100 et exhortent par ailleurs le gouvernement à dépenser des milliards de dollars supplémentaires pour l'aide sociale, le capital social et le développement économique, dépenses qui provoqueraient un déficit fédéral considérable avec le résultat que j'ai déjà décrit.

Monsieur l'Orateur, les députés des partis de l'opposition se comportent comme les anciens rois de France, les Bourbons. Ils n'apprennent rien et ils n'oublient rien. Les chefs d'État ont appris que tenter d'accélérer la croissance économique trop rapidement était courir à l'échec. Cette leçon n'a pas pénétré les esprits des députés d'en face qui semblent dominés, comme les lemmings, par un désir d'autodestruction.

Les mesures que nous avons déjà prises pour aiguillonner la production et l'emploi obligeront le gouvernement fédéral à trouver des sommes considérables au cours de la prochaine année financière, ce qui aura des répercus-